

Etat d'avancement à mi-parcours des projets MCDR

**Synthèse des partenariats,
réalisations et liens développés par
les projets MCDR**

Synthèse des entretiens avec les chefs de file MCDR

En 2015, le Réseau Rural National a lancé l'appel à propositions « Mobilisation Collective en faveur du Développement Rural » (MCDR) afin de soutenir des projets collaboratifs à dimension nationale ou inter-régionale favorisant la mise en réseau et contribuant à l'amélioration des programmes de développement rural régionaux (PDRR). Ces projets multipartenariaux sont pluriannuels et s'inscrivent dans cinq thèmes d'action : l'agro-écologie, la gouvernance alimentaire locale, le lien urbain-rural, l'économie sociale et solidaire et l'économie circulaire. Les projets retenus ont l'objectif de mettre en synergie des structures variées afin de mutualiser les compétences pour proposer des outils, des démarches et des solutions techniques au caractère innovant et répondant aux enjeux du développement rural.

Seize projets ont été sélectionnés¹ : dix d'entre eux travaillent sur des thématiques liées à l'agro-écologie et trois s'intéressent à l'installation en agriculture. Chaque projet est piloté par une structure « chef de file » et associe entre trois et vingt-six partenaires. Au total, plus de cent-cinquante structures différentes participent aux Mobilisations Collectives en faveur du Développement Rural : organismes de recherches, fédérations nationales, associations, syndicats, fondations... Depuis mi-2015, des dizaines de livrables ont déjà vu le jour sous forme de guides, de vidéos, de formations pédagogiques etc., et de nombreux événements ont été organisés dans le cadre des projets tels que des séminaires, des forums ou des ateliers.

Ce rapport s'intéresse à la fois à la dimension partenariale des projets MCDR et aux productions disponibles à ce jour. Il s'interroge sur l'originalité des différents partenariats et leur fonctionnement : degré d'implication des membres, facteurs de réussite et difficultés rencontrées par les projets, volonté de poursuivre les travaux initiés au-delà de la MCDR, interactions entre acteurs et porteurs de projets. La deuxième partie de ce rapport concerne les réalisations des projets : elle s'intéresse à leur originalité, à leurs objectifs et à leur qualité. Elle analyse également en quoi ces livrables répondent aux différents objectifs définis par le Réseau Rural National, ainsi qu'à des enjeux qui n'étaient pas spécifiés dans l'appel à projet mais qui semblent importants à prendre en compte dans la suite de la programmation (triple performance et égalité femmes-hommes). Enfin, une troisième partie aborde les liens que les MCDR ont établis avec les pouvoirs publics, d'autres dispositifs du FEADER (LEADER et Partenariat Européen pour l'Innovation) ou encore avec des structures européennes.

Cette synthèse a été élaborée à partir d'un questionnaire adressé à tous les chefs de file MCDR et complété par un entretien téléphonique. Elle vise à rendre compte de l'état d'avancement des projets à mi-parcours, à valoriser leurs travaux mais également à souligner les points forts et les faiblesses du dispositif MCDR afin de mieux préparer le prochain appel à projets.

¹ Ce travail ne porte que sur quinze des seize projets car l'un des lauréats a interrompu son projet au début de l'année 2016.

SOMMAIRE

1. PARTENARIATS	4
1.1. Originalité des partenariats	4
1.2. Implication des partenaires	4
1.3. Facteurs de réussite et freins aux partenariats	4
1.4. Innovations en termes de méthode de travail et d'animation	6
1.5. Interactions inter-MCDR	7
1.6. Autres partenariats potentiels	8
1.7. Poursuite de la coopération entre les membres des projets au-delà des MCDR	8
2. RÉALISATIONS	9
2.1. Originalité des livrables disponibles	9
2.2. Objectifs des réalisations	10
2.3. Pertinence du dispositif financier MCDR	11
2.4. Réponses des projets aux objectifs du RRN	11
2.4.1 Ouverture aux parties prenantes	11
2.4.2 Amélioration de la qualité de la mise en œuvre des PDRR	12
2.4.3 Information des bénéficiaires et du grand public sur le FEADER	13
2.4.4 Soutien à l'innovation	13
2.5. Mise en valeur d'enjeux prospectifs	14
2.6. Contribution au décloisonnement	14
2.7. Contribution à la triple performance	15
2.8. Contribution à l'égalité femmes-hommes	16
3. AUTRES LIENS DEVELOPPES	17
3.1. Avec les Réseaux Ruraux Régionaux et les collectivités territoriales	17
3.2. Avec les groupes d'action locale (GAL) LEADER et les groupes opérationnels (GO) du Partenariat Européen pour l'Innovation (PEI)	18
3.3. Avec des organismes européens	18
4. CONCLUSION	179

1. PARTENARIATS

1.1. Originalité des partenariats

Pour les deux tiers des projets MCDR, la plupart des partenaires se connaissaient et avaient déjà travaillé ensemble par le passé. Ceci est particulièrement vrai pour DecoAgroEco, dont les copilotes (l'ACTA et l'APCA) forment un binôme récurrent, mais aussi COLLAGRO qui rassemble quatre réseaux nationaux ayant déjà mené des projets communs, ainsi que CAPDOR car les partenaires de l'INRA avaient déjà tous participé à l'un de ses programmes.

Cependant, si les partenaires de AGIS, du RnPAT et de RRAF sont bien connus de leur chef de file, la dimension « réseau » de ces projets permet d'inclure de nombreux membres non conventionnés. D'autres MCDR, comme Altérité, AgroEcoDom, Innovez'Bio et JEUNES, ont permis de rassembler des structures familières dans un seul projet mais également d'inclure de nouveaux organismes.

Enfin, cinq projets ont permis de former des partenariats inédits comme MOOC, CLUST et USAGES, dont le chef de file travaille pour la première fois avec ses partenaires. Si des liens bilatéraux existaient entre les membres des projets AgroPastoM et DEAPNA, les partenariats sont nouveaux.

Dans l'ensemble, les projets MCDR réunissent des acteurs particulièrement variés : associations, établissements publics, organismes de recherche, coopératives... Douze des quinze projets incluent une ou plusieurs structures non agricoles telles que des organismes environnementaux, des acteurs de l'économie sociale et solidaire ou de la ruralité. Cependant, il est à noter que COLLAGRO rassemble exclusivement des ONVAR et que DecoAgroEco et Innovez'Bio ont perdu des partenaires depuis 2015, ce qui a réduit leur diversité. Les membres des projets JEUNES et USAGES sont également très agricoles.

1.2. Implication des partenaires

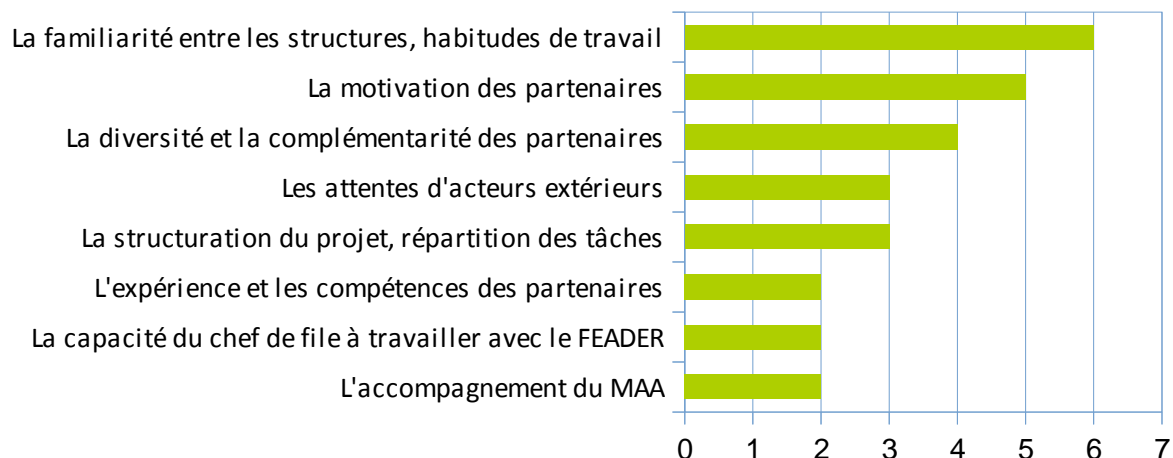
Tous les projets sont pilotés par leur chef de file ou par un binôme entre le chef de file et l'un des partenaires. Pour la majorité d'entre eux (neuf sur quinze), les partenaires sont tous fortement impliqués : le travail est réparti selon les domaines de compétences, et, dans certain cas, chaque structure coordonne un groupe de travail. Il semblerait que cette implication résulte en grande partie d'une forte dynamique impulsée par le chef de file. Cependant, il apparaît que les partenaires des six autres projets s'investissent de manière plus aléatoire, avec un chef de file ou un binôme qui porte une grande partie du projet.

1.3. Facteurs de réussite et freins aux partenariats

La familiarité entre les structures représente un facteur de réussite pour six chefs de file : ils estiment en effet que cela permet de commencer le projet plus rapidement car des habitudes de travail sont déjà en place. Il semblerait donc que l'originalité des partenariats ne soient pas forcément facteur d'efficacité.

Par ailleurs, la motivation et la diversité des partenaires sont régulièrement citées comme des éléments essentiels à la réussite des projets, ce qui souligne l'intérêt du multi-partenariat. Cependant, si un chef de file estime qu'un partenariat réduit permet plus de cohésion et d'efficacité, d'autres pensent au contraire qu'un nombre élevé de structures est un avantage pour le projet.

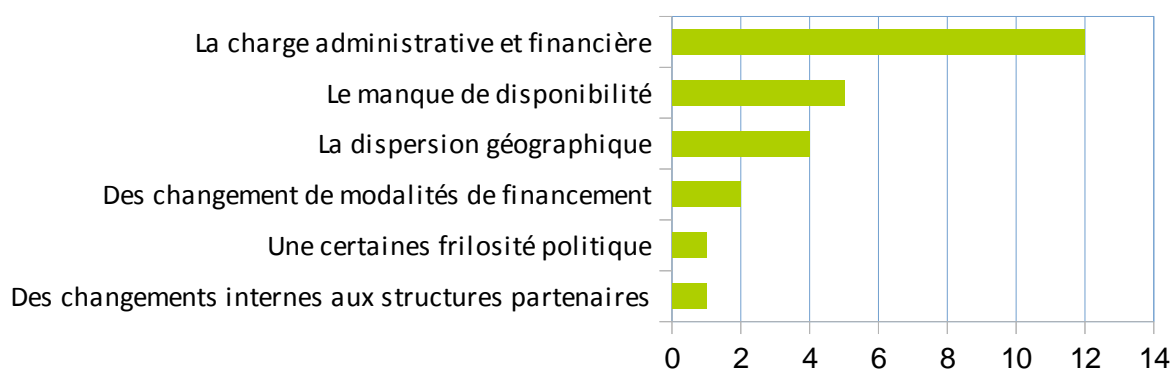
Facteurs de réussite



La grande majorité des chefs de file estime que le principal frein au projet est la charge administrative et financière du dispositif MCDR : la plupart d'entre eux n'avaient pas pris la mesure du temps qu'il est nécessaire de consacrer aux modalités administratives liées au financement du FEADER. Les petites structures qui ont peu de trésorerie peinent à avancer les dépenses et la gestion administrative prend beaucoup de temps, parfois au détriment du suivi technique du projet. Les partenaires n'ont pas toujours la structure et le personnel adaptés à cette gestion. De plus, les changements de modalités de financement ont poussé les chefs de file de CLUST et ECOCIRAA à interrompre les projets et DecoAgroEco à revoir ses thématiques de travail, ce qui a engendré le départ d'un partenaire.

Il est également parfois difficile de mobiliser suffisamment les partenaires en raison des emplois du temps de chacun et de l'éloignement géographique. Il est à noter que ce dernier facteur n'est pas seulement soulevé par des projets travaillant sur une vaste échelle comme AgroEcoDom : il est également cité par DEAPNA dont le projet est pourtant ancré dans l'ouest de la France.

Freins



1.4. Innovations en termes de méthode de travail et d'animation

Pour la plupart des chefs de file, le cadre des MCDR a surtout permis de mettre en place des réunions régulières de type comités de pilotage, séminaires et groupes de travail. Cependant, trois d'entre eux indiquent que la MCDR a favorisé l'échange de méthodes intéressantes entre les partenaires qui les ont par la suite adoptées pour le projet lui-même.

Ainsi, AgroPastoM anime ses réunions selon la méthode *Métoplans*², qui favorise les échanges et stimule la réflexion des participants grâce à la visualisation des idées du groupe (qui s'affichent sur un tableau au fur et à mesure de la réunion), à une stratégie d'animation élaborée au préalable et à des temps d'échange courts pour favoriser la prise de parole et éviter les généralités².

Le RnPAT et Innovez'Bio ont adopté les réunions en « world café », qui consistent à reproduire l'ambiance d'un café où les participants débattent d'un sujet autour d'une table, en petits groupes. Régulièrement, les groupes changent de table mais un référent reste pour résumer les débats précédents, qui seront nourris par les nouveaux participants. A la fin de la réunion, les principales idées sont résumées lors d'une assemblée plénière. Ce processus favorise le partage d'idées en facilitant les échanges.

Innovez'Bio a également mis au point des jeux « brise-glace » qui visent à créer une proximité entre les membres du projet, et donc favoriser un esprit d'équipe.

Enfin, deux chefs de file ont appliqué leur propre mode de travail au projet. Le MRJC, qui pilote le projet JEUNES, travaille selon les méthodes de l'éducation populaire, qui peut se résumer en cinq étapes : créer le groupe, libérer la parole, analyser les contradictions, prendre des décisions collectives et construire la mobilisation collective. L'Atelier Paysan, chef de file de USAGES, mène son projet selon le principe d'innovation par les usages : toutes les orientations du projet ne sont pas prédéfinies mais varient selon l'avancement du projet et s'adaptent aux besoins qui émergent du travail.

² Cette méthode est détaillée sur <http://methode-materiel.metaplan.fr>

1.5. Interactions inter-MCDR

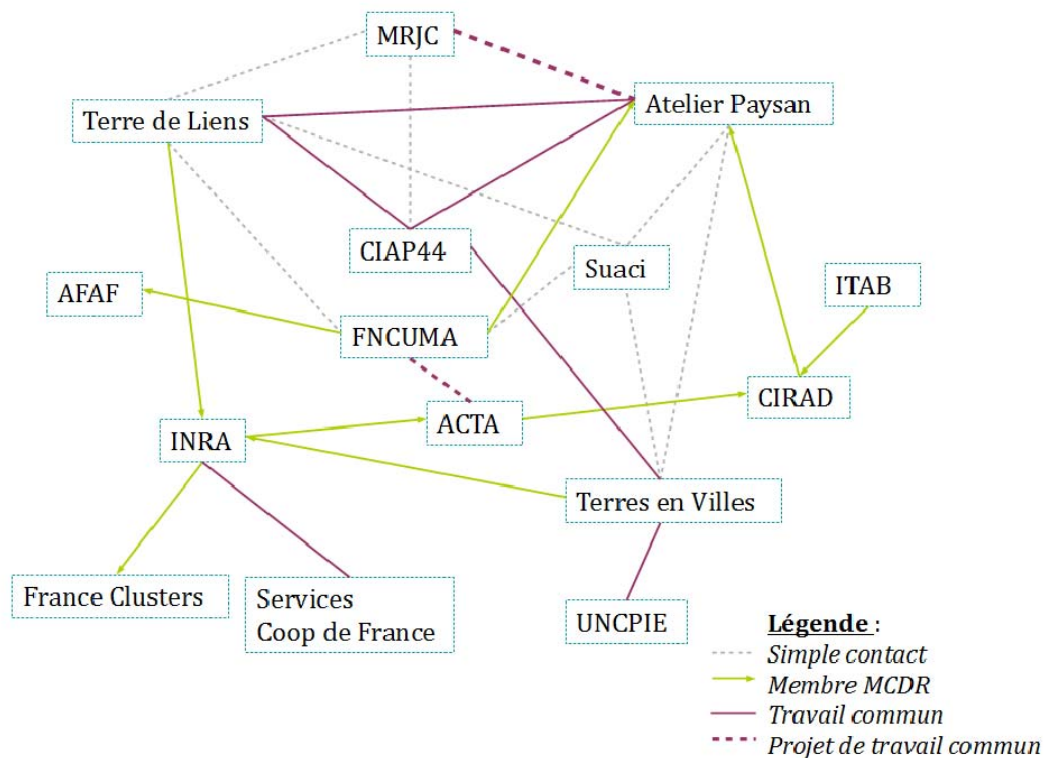
De nombreux liens existent entre les différentes MCDR. Ils sont de natures très variées, allant du simple contact à l'engagement d'actions en commun.

La plupart des chefs de file estiment que les Agoras des projets organisées par le Réseau Rural National leur ont permis d'établir des contacts entre eux. La FNCUMA (COLLAGRO) est particulièrement sollicitée pour ses travaux sur les PDRR, notamment par le Suaci (AgroPastoM) et l'AFAF (Réseau Rural Agroforestier Français) qui souhaitent échanger sur ses méthodes d'analyse. Certains projets communiquent de manière sporadique sur des thématiques communes, comme Terre de Liens (AGIS) et le MRJC (JEUNES) qui travaillent tous deux sur l'installation. Le MRJC a participé à plusieurs séminaires, notamment celui de l'AFAF et de l'Atelier Paysan (USAGES). Terre de Liens sera invité au séminaire de restitution du Suaci, qui a par ailleurs sollicité Terres en Villes (RnPAT) pour travailler sur la valorisation des produits de l'agropastoralisme.

Par ailleurs, il est nécessaire de souligner que 14 structures sont membres d'au moins deux projets, dont six sont chefs de file d'un d'entre eux. C'est le cas de Terre de Liens et de Terres en Villes qui travaillent pour le projet CAPDOR de l'INRA, ce qui permet une certaine porosité entre les trois projets. La FNCUMA est à la fois partenaire du Réseau Rural Agroforestier Français (AFAF) et de USAGES (Atelier Paysan), et participe au comité de pilotage de AGIS (Terre de Liens), favorisant ainsi la circulation d'information entre les MCDR. De la même manière, AgroEcoDom compte l'ITAB parmi ses partenaires, qui a donc participé à un voyage d'étude pour le compte de Innovez'Bio. Enfin, l'UNCPIE, à travers son projet Altérité sur l'alimentation, a récemment adhéré au Réseau National des PAT piloté par Terres en Villes.

Ces interconnexions mènent parfois à des travaux communs. Les projets AGIS et DEAPNA travaillent tous deux sur l'installation mais abordent la question d'une manière complémentaire : Terre de Liens s'intéresse principalement au foncier tandis que les actions de la CIAP44 concernent davantage l'actif des exploitations. Les deux projets échangent donc sur la capitalisation de leurs travaux. La CIAP44 travaille également avec l'Atelier Paysan sur les espace-test agricoles, notamment sur la question des outils utilisés par les paysans stagiaires. Sa MCDR, DEAPNA, a par ailleurs été sollicitée par le Réseau National des PAT pour réfléchir à la manière dont les coopératives d'installation en agriculture paysanne (CIAP) peuvent être mobilisées dans les projets alimentaires territoriaux (PAT) : en effet, certaines CIAP participent déjà à des PAT, et la MCDR produira des fiches expliquant en quoi consiste leur action au sein de ces projets. Enfin, Frederic Wallet, coordinateur de CAPDOR pour l'INRA, a contribué au MOOC de Services COOP de France en animant une vidéo sur les circuits courts.

Certains liens entre projets sont en cours d'étude : le MRJC a sollicité l'appui de l'Atelier Paysan pour l'organisation de séjours Rêves d'Installation en Rhône-Alpes et pour l'inclusion d'une dimension « farm lab » dans les tiers-lieux ruraux animés par des bénévoles du MRJC et la FNCUMA et l'ACTA réfléchissent à la possibilité d'organiser un séminaire de restitution commun compte tenu de la complémentarité de leurs travaux.



1.6. Autres partenariats potentiels

Douze chefs de file sur quinze auraient souhaité intégrer d'autres partenaires à leur projet. Pour la plupart, cela aurait permis de diversifier leur partenariat ou d'apporter des expertises précises. Cependant, ces partenariats n'ont pas pu voir le jour car les structures sollicitées ont décliné la proposition ou les chefs de file estimaient ne pas pouvoir assumer la charge administrative que cela représente. Néanmoins, DecoAgroEco projette d'élargir ses partenaires non conventionnés pour la dernière phase du projet, et la DEAPNA inclura une nouvelle CIAP en 2018, après la fin de la MCDR.

1.7. Poursuite de la coopération entre les membres des projets au-delà des MCDR

La grande majorité des chefs de file (12) souhaite poursuivre leur projet au-delà de la MCDR. Cependant, AgroEcoDom et AgroPastoM estiment qu'il sera difficile de réunir régulièrement tous les partenaires si le financement s'arrête. Altérité souhaite abandonner le volet « agro-écologie » de son projet pour se concentrer sur l'alimentation.

Deux chefs de file prévoient de continuer à travailler avec l'un de leur partenaire seulement : c'est le cas de France Clusters (CLUST) et de l'ACTA (DecoAgroEco). Seul l'ITAB (Innovez'Bio) envisage la fin définitive de son projet.

2. RÉALISATIONS

2.1. Originalité des livrables disponibles

La plupart des MCDR propose des outils particulièrement originaux : c'est le cas de JEUNES avec son jeu *Les Agronautes* et ses séjours *Rêves d'Installation* par exemple. Les membres de USAGES élaborent des plans et des tutoriels d'outils et de bâtiments originaux et innovants pour diffuser l'auto-construction chez les paysans. Le guide de l'Habitat Paysan et les différents numéros d'*ARPENTER* réalisés dans le cadre du projet AGIS sont particulièrement inédits, tant dans leur forme que dans leur contenu. Par ailleurs, le Livre Blanc de l'Agropastoralisme en cours de réalisation par le projet AgroPastoM est singulier de par son approche à la fois agricole et pastorale. De plus, Services COOP de France, par la création d'un MOOC sur la coopération agricole, propose une formation sous une forme particulièrement innovante de diffusion.

Cependant, les autres projets restent relativement conventionnels du point de vue de la forme de leurs productions : fiche, vidéos, rapports... Il est difficile de porter un avis sur celles de Innovez'Bio, DecoAgroEco et Altérité en raison du peu de livrables transmis jusqu'à présent.

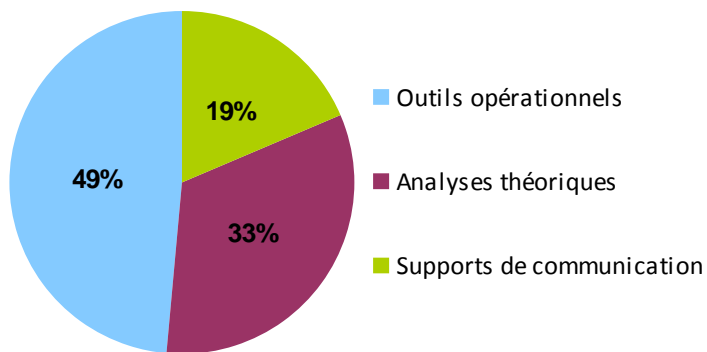
Il est à noter que la grande majorité des productions sont le résultat de travaux collectifs entre les différents partenariats. Toutefois, pour certains projets, il s'agit plutôt d'une mise en commun de travaux individuels.

Le dispositif MCDR permet également de mieux diffuser et de valoriser des travaux antérieurs : c'est le cas de AgroEcoDom, qui communique sur les techniques agronomiques développées dans le cadre de projets techniques financés par les fonds FEADER régionaux. CAPDOR a entre autre permis à l'INRA de valoriser les travaux réalisés au sein des programmes PSDR qu'il coordonne, et dans le cadre de Altérité, l'UNCPIE a réédité et diffusé des guides produits antérieurement. D'autres projets, comme Innovez'Bio, DecoAgroEco et COLLAGRO, recensent des outils et des innovations auprès de collectifs dans l'objectif de les diffuser : ils ne créent donc pas de nouveaux outils mais permettent leur circulation et leur diffusion auprès des utilisateurs potentiels.

2.2. Objectifs des réalisations

Projet	Objectifs des livrables	Public visé
AGIS – Terre de Liens	Très variés : favoriser l'installation et la transmission par la diffusion d'expériences réussies, la mutualisation d'outils et l'accompagnement de projets. Resserrer les liens entre citoyens et monde agricole. Améliorer les politiques publiques.	Varié : porteurs de projets, décideurs politiques, citoyens, bénévoles de Terre de Liens
AgroEcoDom – Cirad	Diffuser des innovations agronomiques pour répondre aux problèmes spécifiques des DOM.	Conseillers agricoles.
AgroPastoM – Suaci	Informers les acteurs de l'agropastoralisme sur les mesures politiques qui leur sont destinées et diffuser des outils de développement et de valorisation de l'agropastoralisme.	Acteurs de l'agropastoralisme.
Altérité – UNCPPIE	Enrichir la réflexion et les outils à disposition sur l'alimentation durable.	
CAPDOR – INRA	Nourrir la réflexion sur trois sujets (foncier agricole, gouvernance alimentaire, économie circulaire) pour aider à la décision.	Décideurs publics et chercheurs
CLUST – France Clusters	Informers les clusters et les territoires pour favoriser leur collaboration.	Clusters, territoires, RRR
COLLAGRO – FNCUMA	Accompagner les groupes en transition agro-écologique en les informant sur les mesures PDRR et en recensant et diffusant des outils.	Groupes en transition agro-écologiques.
DEAPNA – CIAP44	Créer des outils pour accompagner les projets : des CIAP, un fonds de garantie agricole et l'adaptation du modèle CAE à l'agriculture.	Porteurs de projets, décideurs publics, chercheurs.
DecoAgroEco ACTA	Diffuser des outils auprès des animateurs de groupe.	Animateurs de groupe.
Innovez-Bio – ITAB	Les travaux intermédiaires visent à analyser les processus d'innovation dans des groupes bio	
JEUNES – MRJC	Très variés. Mieux connaître les élèves de l'enseignement agricole, accompagner la réflexion sur l'installation, favoriser les circuits courts et sensibiliser les jeunes, établir une coopération franco-allemande.	Variés : élèves de l'enseignement agricole, jeunes porteurs de projet, organisateurs de séjours, pouvoirs publics.
MOOC – Service COOP de France	Faire connaître les coopératives agricoles.	Variés : employés de coopératives, étudiants, agriculteurs...
RnPAT – Terres en Villes	Créer un réseau de PAT, favoriser la création de PAT en diffusant des bonnes pratiques et des outils.	Très variés : tous les acteurs potentiels des PAT.
RRAF – AFAF	Créer un réseau d'acteurs de l'agroforesterie et informer sur le sujet.	Acteurs de l'agroforesterie.
USAGES – Atelier Paysan	Favoriser l'autoconstruction par la diffusion d'outils techniques et réglementaires	Paysans.

D'une manière générale, les livrables produits ont des objectifs variés, s'adressent à des acteurs divers et sont de bonne qualité. La majorité a une véritable portée opérationnelle, c'est-à-dire qu'ils peuvent conduire à une mise en œuvre concrète. D'autres sont des analyses théoriques nourrissant la réflexion sur un sujet, et certains sont des outils de communication permettant aux projets d'informer différents types de publics sur leurs actions.



2.3. Pertinence du dispositif financier MCDR

Onze des quinze chefs de file estiment que seul le dispositif RRN/FEADER pouvait financer leur projet. L'INRA évoque le CASDAR mais reconnaît que ce cadre n'aurait pas donné la même liberté au projet. L'ITAB et le MRJC s'interrogent également sur la possibilité qu'ils auraient eu de faire financer leur projet par le CASDAR. Services COOP de France a initié un nouveau projet grâce à des subventions de l'ADEME.

2.4. Réponses des projets aux objectifs du RRN

2.4.1 Ouverture aux parties prenantes

Par leur caractère multi-partenarial, la plupart des projets participent à l'ouverture du développement rural à de nouvelles parties prenantes. Le projet AGIS en a fait l'objectif de son axe 1 : « ouvrir aux acteurs non-habituels la capacité d'agir sur les questions agricoles et agri-rurales ». Pour cela, il convie à son comité de pilotage de nombreux acteurs très divers de l'environnement, de l'emploi, de l'économie sociale et solidaire et de l'éducation populaire qui apportent leur expertise aux questions agricoles. Le projet vise également à favoriser la mobilisation citoyenne autour des questions rurales, notamment par l'étude approfondie du système de bénévoles de Terre de Liens.

Les MCDR Altérité (UNCPPIE), CLUST (France Clusters), DEAPNA (CIAP44), Innovez'Bio (ITAB) et JEUNES (MRJC) mobilisent des structures très variées afin d'élargir au maximum la question du développement rural. AgroPastoM (Suaci) est le premier projet qui inclut des acteurs pastoraux pour travailler sur ce sujet. Les MOOC créés par Service COOP de France visent à sensibiliser un public le plus large possible grâce à son accessibilité en ligne.

Le RnPAT (Terres en Villes), par la création d'un réseau très large, implique de fait des acteurs très divers et propose d'appréhender le développement rural par le biais de l'alimentation et de toutes ses composantes : économique, sociale, environnementale, culturelle...

Grâce à ses animateurs régionaux, le Réseau Rural Agroforestier Français (AFAF) mobilise des acteurs de terrain sur ses problématiques.

Enfin, plusieurs projets ont la volonté d'élargir leur projet afin de mobiliser de nouvelles parties prenantes : c'est le cas de USAGES (l'Atelier Paysan) et de DecoAgroEco (ACTA)

2.4.2. Amélioration de la qualité de la mise en œuvre des PDRR

Six projets contribuent directement à cet enjeu. Le Livre Blanc de AgroPastoM vise en effet à informer les acteurs de l'agropastoralisme sur les mesures PDRR mobilisables pour le développement de leur activité. Le rapport du projet CLUST poursuit le même objectif : relever les mesures applicables aux clusters afin que les acteurs concernés s'en saisissent. Le travail de COLLAGRO sur les PDRR favorise également leur mise en œuvre en encourageant les groupes en transition agro-écologique à exploiter les mesures susceptibles de les soutenir dans leur entreprise. En analysant la mesure 8.2, le Réseau Rural Agroforestier Français encourage les acteurs agroforestiers à l'utiliser.

Les travaux de cinq projets améliorent indirectement cette mise en œuvre. C'est le cas des actions de DEAPNA, qui accompagne l'installation en agriculture paysanne ; du RnPAT, qui soutient la création de PAT ; de Altérité, qui travaille sur l'alimentation durable. Par leurs actions, ces projets favorisent indirectement la mise en œuvre des PDRR sur les sujets de l'installation, de la gouvernance alimentaire, de l'alimentation et de l'agro-écologie.

D'autres projets visent à l'amélioration des mesures elles-mêmes. De par son enquête auprès des élèves de l'enseignement agricole, le projet JEUNES souhaite informer les pouvoirs publics sur les aspirations des jeunes afin de les inciter à modifier leur politique en conséquence. Les membres du projet USAGES étudient actuellement la possibilité de proposer une mesure prenant en compte l'autoconstruction dans les aides à l'investissement. Au cours de son étude sur les PDRR, AgroPastoM a relevé les faiblesses des mesures en lien avec l'agropastoralisme, ce qui peut participer à leur amélioration. De la même manière, en étudiant les possibilités de financement des PAT, le RnPAT souhaite améliorer et adapter les PDRR à cet enjeu. Enfin, l'INRA a pour ambition de créer des outils d'aide à la décision participant à l'amélioration des PDRR sur les sujets de gouvernance alimentaire, de foncier agricole et d'économie circulaire

Enfin, les travaux de AGIS, AgroEcoDom et du Réseau Rural Agroforestier français participent indirectement à l'amélioration des PDRR. Leurs résultats sont en effet transmis aux Régions, qui peuvent s'en inspirer pour constituer les mesures et les appels à projet.

2.4.3 Information des bénéficiaires et du grand public sur le FEADER

La plupart des chefs de file ne mènent pas d'action spécifique pour communiquer auprès des bénéficiaires ou du grand public sur le FEADER en dehors des logos sur leurs productions. Six d'entre eux profitent de leurs rencontres avec des acteurs ruraux pour leur parler des PDRR ou s'arrêtent un instant sur le financement de leur projet lors des séminaires qu'ils organisent. COLLAGRO et USAGES prévoient chacun un outil de communication sur les PDRR à destination des bénéficiaires. AgroPastoM et le RnPAT transmettront les résultats de leurs études à tous les acteurs concernés.

2.4.4. Soutien à l'innovation

Les projets MCDR soutiennent l'innovation de diverses façons. L'Atelier Paysan a placé l'innovation par les usages au cœur de son projet USAGES, dont l'objectif est de nourrir et de développer ce concept. Les projets AGIS, JEUNES, CLUST et RnPAT s'intéressent particulièrement à l'innovation sociale et organisationnelle relative à l'installation, aux nouveaux lieux de travail et aux relations entre clusters et territoires, ainsi qu'aux nouvelles formes de gouvernance alimentaire territoriale. La principale innovation de AgroPastoM, du RnPAT, de DEAPNA et du Réseau Rural Agroforestier est d'avoir mis en relation des acteurs très différents (agricoles et pastoraux pour le premier) et d'avoir créé des réseaux inédits qui repèrent, soutiennent et diffusent l'innovation territoriale et technique sur leurs domaines d'intérêt.

D'autres projets soutiennent l'innovation de manière plus indirecte : COLLAGRO et DEAPNA créent un cadre favorable à son développement en accompagnant les groupes en transition agro-écologique et les porteurs de projets. DecoAgroEco, le RRAF, AgroEcoDom, Innovez'Bio, CAPDOR et AgroPastoM favorisent le transfert de méthodes innovantes, que ce soit en terme d'animation, d'agronomie ou d'organisation. Enfin, le MOOC ne favorise pas l'innovation en tant que telle mais sa forme est innovante.

2.5. Mise en valeur d'enjeux prospectifs

Au cours de leurs travaux, plusieurs projets ont soulevé des enjeux nouveaux et prospectifs. En travaillant sur l'installation paysanne, les projets AGIS et JEUNES se sont intéressés à la dimension « vie personnelle » de ce sujet. Le jeu *Les Agronautes* vise à inclure la vie privée dans la réflexion des candidats à l'installation, et le Guide de l'Habitat Paysan aborde la question pratique de l'hébergement des nouveaux paysans.

Le fait d'encourager la participation de la société civile aux problématiques agricoles est également une question nouvelle, qui ne s'était que peu posée jusqu'à présent. Le projet AGIS propose des formes d'actions collectives, telles que l'implication des citoyens dans la gestion du foncier et dans l'accompagnement des projets d'installation. Il nourrit également la réflexion sur le sujet.

De nouvelles questions liées à l'alimentation sont posées par le RnPAT : existe-t-il un droit à l'alimentation ? Faut-il un retour de l'alimentation dans les gouvernements locaux ? Comment inclure l'alimentation dans la notion de métabolisme territorial ?

Pour favoriser les liens entre monde urbain et monde rural, la MCDR CLUST s'intéresse aux nouveaux lieux de travail et à la coopération entre les entreprises rurales, les entreprises urbaines et les territoires. De la même manière, une partie du projet CAPDOR est consacrée à la question du foncier comme vecteur de lien urbain/rural.

On peut considérer que l'agropastoralisme en soit est un enjeu prospectif car il est peu pris en compte jusqu'à présent. Le projet AgroPastoM en explore tous les aspects : potentiel touristique des alpages, nouveaux labels pour valoriser les produits, gestion collective des aides de la PAC sur les estives... De plus, le projet travaille sur une échelle inter-massifs : c'est la première fois que les massifs coopèrent de manière aussi étroite.

Par son voyage d'étude aux Pays-Bas auprès des Coopératives Environnementales, le projet COLLAGRO s'intéresse à la possibilité de mettre en œuvre une forme de co-construction et de co-gestion des politiques publiques agro-environnementales par des collectifs d'agriculteurs.

Enfin, USAGES étend ses domaines d'étude à l'innovation par les usages au féminin, à la transformation des produits à la ferme ainsi qu'à l'automatisation « maison ». Il s'agit de questions inédites faisant échos à de nouveaux enjeux de société.

Au total, plus de la moitié des MCDR (8) mettent en valeur ce type d'enjeux.

2.6. Contribution au décroisement

Les projets AGIS, DEAPNA et JEUNES participent au décroisement urbain/rural et agricole/non-agricole grâce à la diversité des acteurs qu'ils mobilisent pour leur projet. Innovez'Bio s'efforce également d'inclure des groupes bio divers tels que des associations de consommateurs afin de sortir le projet du monde agricole.

Par ailleurs, trois projets ont fait du décroisement l'un de leurs objectifs stratégiques, si ce n'est le principal. La MCDR AGIS entend en effet « ouvrir aux acteurs non-habituels la capacité d'agir sur les questions agricoles et agri-rurales », et donc de décroiser la thématique du développement rural. L'axe 3 de USAGES vise à « élargir le champs des possibles, croiser les approches, apprendre des autres » : les travaux menés par les étudiants de Morgan Meyer (AgroParisTech) participent à ce décroisement en s'intéressant à l'innovation par les usages appliquées au monde urbain. L'un des sujets d'étude du projet CAPDOR est également porté sur le lien urbain/rural, notamment via la question du foncier. Enfin, CLUST a fait du lien urbain/rural son principal objectif stratégique puisqu'il travaille sur les liens entre clusters et territoires.

En s'intéressant à l'alimentation, le Réseau National des PAT vise à rapprocher les producteurs des consommateurs et à favoriser une gouvernance alimentaire territoriale cohérente, participant ainsi au décroisement.

D'autres projets traitent cette question de manière plus transversale : AgroPastoM inclut des initiatives agropastorales urbaines et s'intéresse au tourisme comme facteur de développement, ce qui favorise le lien avec les populations urbaines. DEAPNA travaille notamment sur l'installation de fermes urbaines et périurbaines en appliquant les méthodes développées en milieu rural : le projet vise ainsi à inverser le point de vue dominant qui consiste à penser le rural d'après l'urbain. Enfin, on peut considérer le projet MOOC comme participant au décroisement dans la mesure où il vise un public très étendu, principalement urbain et n'appartenant pas nécessairement au monde agricole.

2.7. Contribution à la triple performance

Les projets participent de manière plus ou moins directe à la triple performance.

- **Sur le plan environnemental**, douze des quinze projets participent à la diffusion de pratiques agronomiques respectueuses de l'environnement, qu'elles soient qualifiées de biologique, d'agro-écologiques ou de paysannes. Le projet AgroEcoDom diffuse des solutions agro-écologiques répondant aux enjeux spécifiques des pays tropicaux et le MRJC élabore actuellement un « kit de l'agro-écologie » rassemblant des fiches actions sur le sujet. AgroPastoM valorise l'agro-pastoralisme qui est considéré comme une pratique favorable à la biodiversité et au maintien des paysages. Enfin, le Réseau Rural Agroforestier permet la diffusion de l'agroforesterie dont les bénéfices environnementaux ne sont plus à démontrer.

D'autres projets permettent de créer un cadre favorable à ces pratiques. AGIS encourage l'installation de paysans en agriculture biologique, qui est garantie par les baux ruraux environnementaux (BRE). DEAPNA accompagne des porteurs de projet en agriculture paysanne et USAGES permet aux paysans souhaitant adopter des pratiques plus écologiques de s'équiper efficacement à moindre coût. De plus, la FNCUMA soutient la transition agro-écologique de groupes d'agriculteurs par la mise à disposition de ressources et l'analyse des politiques publiques qui favorisent l'action collective.

Par ailleurs, quatre MCDR favorisent des pratiques environnementales vertueuses en lien avec l'alimentation. En effet le RnPAT, en travaillant à l'essaimage de projets alimentaires territoriaux, valorise une agriculture durable, le développement du bio et la protection du foncier agricole, mais favorise également les circuits courts et la lutte contre le gaspillage. Altérité travaille elle aussi sur le thème de l'alimentation, bien que ses travaux ne soient pas encore aboutis. Enfin, l'économie circulaire est présente dans les travaux de CAPDOR, qui la favorise indirectement, ainsi que dans ceux de USAGES, qui encourage la réutilisation de matériaux.

- **Sur le plan social**, plusieurs MCDR travaillent sur la thématique de l'emploi. AGIS, JEUNES et DEAPNA accompagnent l'installation de nouveaux paysans au faible capital de départ, tels que les personnes non-issues du milieu agricole (NIMA) ou s'installant hors cadre familial (HCF). Les travaux de AgroPastoM participent au maintien des emplois liés à l'agropastoralisme tandis que COLLAGRO et Innovez'Bio participent indirectement à la pérennisation d'emplois liés à l'agriculture biologique ou agro-écologique. Enfin, le projet CLUST entend favoriser la création d'emplois en milieu rural, notamment grâce à la

coopération entre clusters ainsi qu'à la création de nouveaux lieux de travail, plus proches des lieux d'habitation.

Le Réseau national des PAT et Altérité luttent par ailleurs contre la précarité alimentaire en favorisant un accès à une alimentation de qualité, sensibilisent la population aux questions de santé et de nutrition, développent l'agriculture urbaine et valorisent les produits locaux.

Les thématiques de la revalorisation du statut d'agriculteur et de la prise en compte de ses conditions de travail sont également abordées par plusieurs MCDR. AGIS s'intéresse par exemple à l'habitat paysan : comment penser un lieu de vie agréable et fonctionnel, adapté aux besoins de l'exploitant ? L'accompagnement des porteurs de projets par DEAPNA a une importante dimension sociale puisqu'une attention particulière est portée à la sécurisation de son parcours social ainsi qu'à son insertion territoriale. USAGES encourage les agriculteurs à se réapproprier leurs propres outils pour améliorer leurs conditions de travail mais aussi pour revaloriser leur travail. La MCDR JEUNES favorise également cette reconnaissance grâce à la sensibilisation qu'elle mène auprès des jeunes souhaitant s'installer et construire un projet en milieu rural. Par ailleurs, la question du lien social est très présente chez ces projets et est abordée par CLUST dans son étude sur les nouveaux lieux de travail.

Enfin, l'ancrage territorial des projets est fondamental et il est présent dans presque tous les projets, en particulier chez DEAPNA, AgroEcoDom, AGIS et CLUST.

○ **Sur le plan économique**, plusieurs projets participent à la dynamisation de l'économie des territoires : c'est le cas de AGIS et DEAPNA, grâce à la création d'activités qu'ils permettent ; de JEUNES, qui favorise l'installation en milieu rural (agricole et non agricole) et l'approvisionnement local ; du Réseau national des PAT, qui favorise toute la filière alimentaire des territoires ; de AgroPastoM, qui valorise les filières de l'agropastoralisme ; de CLUST, qui encourage la coopération entre clusters et territoires.

Certaines MCDR participent également à la viabilité des exploitations : AgroEcoDom et le Réseau Rural Agroforestier diffusent des pratiques agronomiques permettant d'augmenter la productivité des exploitations. Cet objectif est également recherché par USAGES grâce à l'autoconstruction qui minimise le capital nécessaire à l'investissement en agro-équipements.

2.8. Contribution à l'égalité femmes-hommes

Quelques projets ont inclus l'enjeu de l'égalité femmes-hommes dans leurs réflexions. Ainsi, au cours d'un atelier de travail de AgroPastoM, la question de la condition féminine dans un contexte d'éloignement et d'isolement en montagne a émergé et fera l'objet d'une thématique de travail dans le groupe chargé de l'organisation collective.

DEAPNA remarque que les femmes représentent environ 50 % des porteurs de projets suivis par les CIAP alors qu'en 2010 seul un quart des exploitations agricoles étaient dirigées par une femme³. Le chef de file explique ce chiffre par la méthode d'accompagnement

³ « Les femmes dans le monde agricole », Centre d'études et de prospectives du Ministère en charge de l'agriculture, analyse n°38, mars 2012

qu'elle a développée, qui consiste à respecter la volonté du porteur de projet et de s'y adapter.

USAGES initie actuellement un travail sur l'innovation par les usages au féminin. L'ARDEAR de Mayenne a en effet souligné l'importance de l'adaptation du matériel par et pour les paysannes et l'Atelier Paysan s'est saisi de cet enjeu.

3. AUTRES LIENS DÉVELOPPÉS

3.1. Avec les Réseaux Ruraux Régionaux et les collectivités territoriales

La plupart des MCDR ont noué des liens avec les Réseaux Ruraux Régionaux (RRR) et des collectivités territoriales dans le cadre de leur projet, allant d'une réelle coopération au simple contact.

La MCDR USAGES est en lien avec les Réseaux Ruraux Régionaux de Auvergne-Rhône-Alpes (Cap Rural), de la région PACA, de Martinique, de Lorraine et de Bourgogne. Le projet a co-organisé une formation avec Cap Rural et présenté ses travaux aux autres RRR. Ces contacts ont également permis le relais des demandes de USAGES sur les politiques publiques régionales. Par ailleurs, plusieurs collectivités comme le pays Voironnais, Biovallée, les Parcs Naturels Régionaux de la Chartreuse et du Vercors ainsi que la Communauté d'agglomération de Valence suivent le projet et commencent progressivement à l'accompagner.

Terre de Liens, par ses antennes locales, a des liens préétablis avec plusieurs RRR et collectivités, ce qui s'avère souvent utile pour la MCDR AGIS. Des travaux sont en cours sur l'installation, le foncier et l'emploi avec les RRR de PACA, Lorraine, Mayotte et Rhône-Alpes ainsi qu'avec les CGET des Vosges et du Massif Central, la plupart des régions de France et de nombreuses collectivités.

Le Réseau national des PAT, DEAPNA et JEUNES souhaitent développer leurs liens avec différents RRR afin d'aboutir à une réelle coopération. La CIAP44 remarque que l'intérêt du réseau rural breton pour DEAPNA lui a permis d'établir des contacts avec la Région Bretagne, initialement peu encline à y participer. De son côté, AgroEcoDom invite systématiquement les RRR et les collectivités des DOM à ses événements ; AgroPastoM fait de même avec les RRR métropolitains. Les chefs de file des projets CLUST et Altérité déclarent avoir établi quelques contacts sporadiques qu'ils espèrent amplifier.

Cependant, la plupart des chefs de file remarquent que les Réseaux Ruraux Régionaux ont généralement mis du temps à se mettre en place du fait de la réforme des Régions, ce qui explique que de nombreux contacts ne soient pas encore établis. Néanmoins, le réseau Rhône-Alpes piloté par Cap Rural est particulièrement présent : il est souvent l'interlocuteur privilégié des MCDR.

3.2. Avec les groupes d'action locale (GAL) LEADER et les groupes opérationnels (GO) du Partenariat Européen pour l'Innovation (PEI)

Certaines MCDR sont en contact avec des projets d'autres dispositifs du FEADER. AgroEcoDom, par exemple, travaille avec trois GO du PEI à Mayotte et accompagne la formation de deux autres GO aux Antilles et en Guyane. La MCDR compte également prendre contact avec des GAL LEADER en les invitant aux prochaines rencontres dans l'Océan Indien.

Le Réseau Rural Agroforestier français accompagne deux groupes opérationnels du PEI sur l'agroforesterie. Le chef de file de USAGES, l'Atelier Paysan, participe à un GO sur les plantes à parfum aromatiques et médicinales en régions PACA et a des contacts sporadiques avec plusieurs GAL. DEAPNA mène parfois des actions au sein de GAL, comme en Haute Mayenne par exemple. Le projet échange actuellement avec la région Pays de la Loire pour étendre la notion d'innovation des GO du PEI à l'innovation sociale.

Le second mémento du projet CLUST a pris pour principal sujet d'étude des GAL LEADER pour illustrer le lien entre clusters et territoires tandis que DecoAgroEco envisage d'inclure des GO du PEI dans son étude sur les groupes agro-écologiques. Enfin, le Réseau national des PAT et la MCDR JEUNES ont établi des contacts sporadiques et collaborent ponctuellement avec des GAL et des GO du PEI.

Au total, huit projets sur quinze ont des liens plus ou moins importants avec des projets du PEI et de LEADER.

3.3. Avec des organismes européens

Le FEADER étant un programme européen, il semble important que les MCDR s'ouvrent au reste du continent. AGIS est par exemple membre du réseau *Acces to Land* du programme européen Erasmus + (programme européen pour l'éducation, l'information, la jeunesse et le sport). L'AFAF, chef de file du Réseau Rural Agroforestier français, a participé à un Focus Group du PEI sur l'agroforesterie ainsi qu'à la consultation internationale du Programme de reconnaissance des certifications forestières (PEFC) sur la certification des arbres hors forêts. AgroEcoDom, quant à lui, a déposé une proposition de Focus Group PEI avec des partenaires espagnols et portugais. Elle porte sur l'autonomie alimentaire dans les régions ultra-périphériques et fera l'objet d'une seconde consultation à l'automne 2017.

Dans le cadre du projet AgroPastoM, le Suaci a déposé une offre de coopération auprès du Réseau Rural Européen (ENRD) afin d'élargir le projet aux pays frontaliers. Le MRJC, quant à lui, a déjà des liens forts avec son homologue allemand, le KLJB : outre des visites annuelles lors des salons de l'agriculture, un projet de festival pour la paix est en cours d'organisation pour 2018. Par ailleurs, le voyage d'étude aux Pays-Bas prévu par COLLAGRO témoigne de liens nouveaux.

Le projet USAGES est en lien avec l'ENRD et projette de participer prochainement à un Focus Group. Terres en Villes, le chef de file du Réseau national des PAT, entretient de nombreuses interconnexions avec d'autres organisations européennes, mais aucun partenariat n'a été mis en place dans le cadre sur Réseau, encore en émergence. Enfin, les partenaires de Innovez'Bio prévoient de participer à un colloque international sur l'innovation en agriculture biologique.

4. CONCLUSION

Le dispositif MCDR a permis de constituer des partenariats inédits qui rassemblent des structures variées en matière de statuts et de domaines d'activité. Les travaux qui en résultent participent au soutien du développement rural de diverses façons : en créant des nouveaux réseaux d'acteurs, en élaborant des outils opérationnels ou des analyses relatives aux cinq thématiques de l'appel à projets. Chaque projet à sa manière et à différents degrés répond aux quatre objectifs stratégiques du Réseau Rural.

D'autres bénéfices plus inattendus sont également relevés parmi les livrables des projets : la plupart d'entre eux contribuent au décroisement des questions agricoles et rurales ainsi qu'à la triple performance, favorisant un développement économique, social et protecteur de l'environnement au sein des territoires. Certains projets MCDR contribuent à la mise en valeur d'enjeux prospectifs pour les futures politiques de développement rural, et, de façon plus ténue, certains projets abordent la question de l'égalité femmes-hommes. La plupart de ces effets bénéfiques des projets mériteraient d'être amplifiés si un nouvel appel à projets devait être engagé. Enfin, bien que de nombreux liens aient été noués entre les projets MCDR eux-mêmes entre 2015 et 2017, les chefs de file peuvent encore développer et renforcer les contacts engagés avec les Réseaux ruraux régionaux, les acteurs de LEADER et du PEI, tant à l'échelle locale qu'européenne.

Retrouvez toutes les **actualités des projets MCDR** sur le site Internet du Réseau rural : <http://www.reseaurural.fr/Projets/MCDR>.

Suivez nous également sur les réseaux sociaux !

Suivez toute l'actu
du Réseau rural français



- <https://twitter.com/reseaururalfr>
- <https://www.facebook.com/reseaururalfr/>
- <https://www.youtube.com/channel/UCtes3qOqLrsZG8Hi3V-mWlQ>
- <https://www.linkedin.com/company/25070304/>

Contact :

Anne-Kristen **LUCBERT** – anne-kristen.lucbert@agriculture.gouv.fr tel. 01 49 55 59 39